

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Quels sont les déterminants de la mobilité sociale en France ?

DOCUMENT 1

Table de destinée : catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de celle du père en 2003 (données en gras) et en 1977 (*données en italiques*)

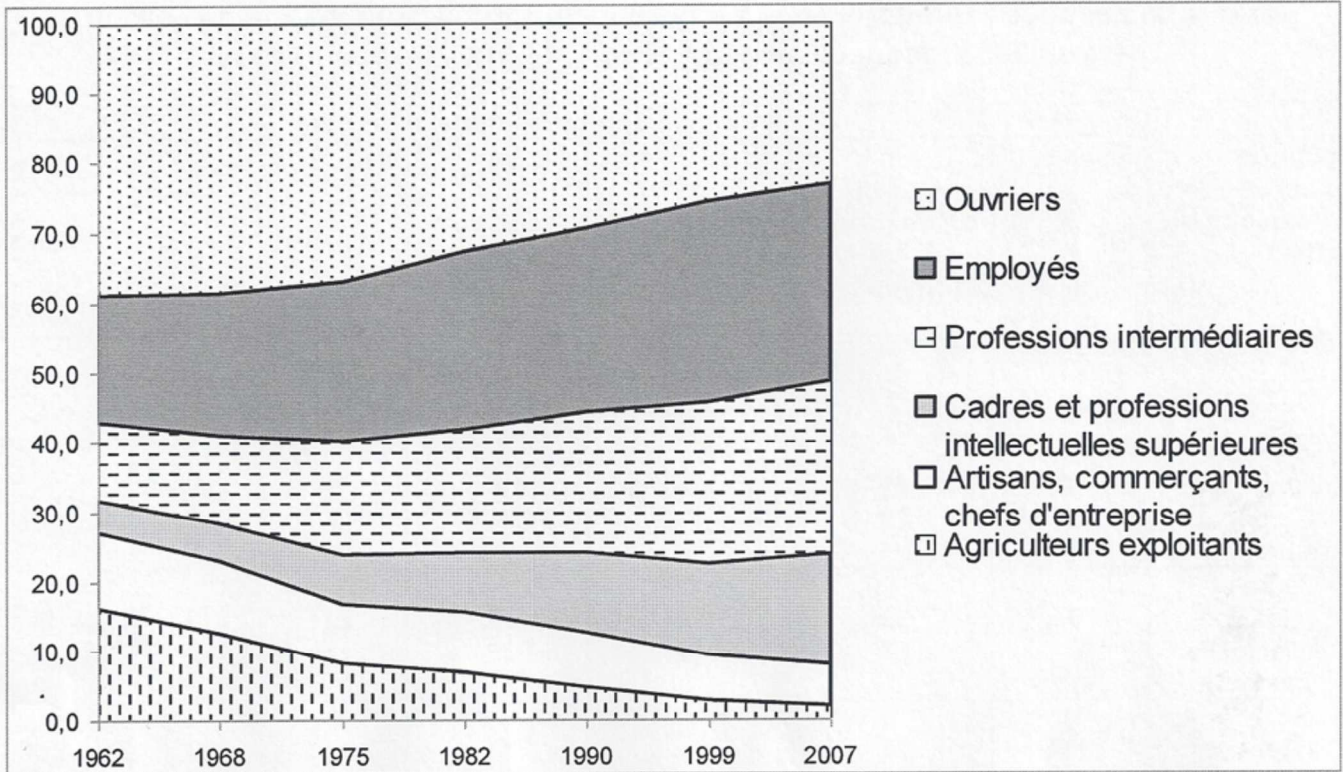
Catégorie socio-professionnelle du fils	Catégorie socioprofessionnelle du père						Ensemble
	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre et profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	
Agriculteur	22 <i>36</i>	1 <i>2</i>	0 <i>2</i>	0 <i>1</i>	0 <i>1</i>	1 <i>2</i>	4 <i>11</i>
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6 <i>8</i>	21 <i>29</i>	6 <i>11</i>	8 <i>9</i>	7 <i>8</i>	8 <i>8</i>	9 <i>11</i>
Cadre et profession intellectuelle supérieure	9 <i>3</i>	22 <i>14</i>	52 <i>48</i>	33 <i>23</i>	22 <i>15</i>	10 <i>4</i>	19 <i>9</i>
Profession intermédiaire	17 <i>8</i>	24 <i>19</i>	26 <i>25</i>	33 <i>36</i>	28 <i>29</i>	23 <i>17</i>	24 <i>18</i>
Employé	9 <i>6</i>	9 <i>8</i>	6 <i>6</i>	9 <i>11</i>	17 <i>15</i>	12 <i>9</i>	11 <i>9</i>
Ouvrier	37 <i>39</i>	24 <i>28</i>	9 <i>8</i>	17 <i>19</i>	26 <i>31</i>	46 <i>60</i>	34 <i>42</i>
Ensemble	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>	100 <i>100</i>

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans, en 1977 et en 2003.

Source : *Données sociales*, INSEE, 2006.

DOCUMENT 2

Répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle en %



Source : « 50 ans de mutations de l'emploi », Olivier MARCHAND, INSEE première n° 1312, septembre 2010.

DOCUMENT 3

Part des diplômés et part des cadres selon l'origine sociale en %

	Part des diplômé(e)s	Part des cadres 3 ans après l'obtention du diplôme
Enfants dont le père est cadre		
Bac+5 et plus	37	73
Bac+3 et bac+4	18	29
Bac+2	18	8
Enfants dont le père n'est pas cadre		
Bac+5 et plus	11	62
Bac+3 et bac+4	12	25
Bac+2	19	7

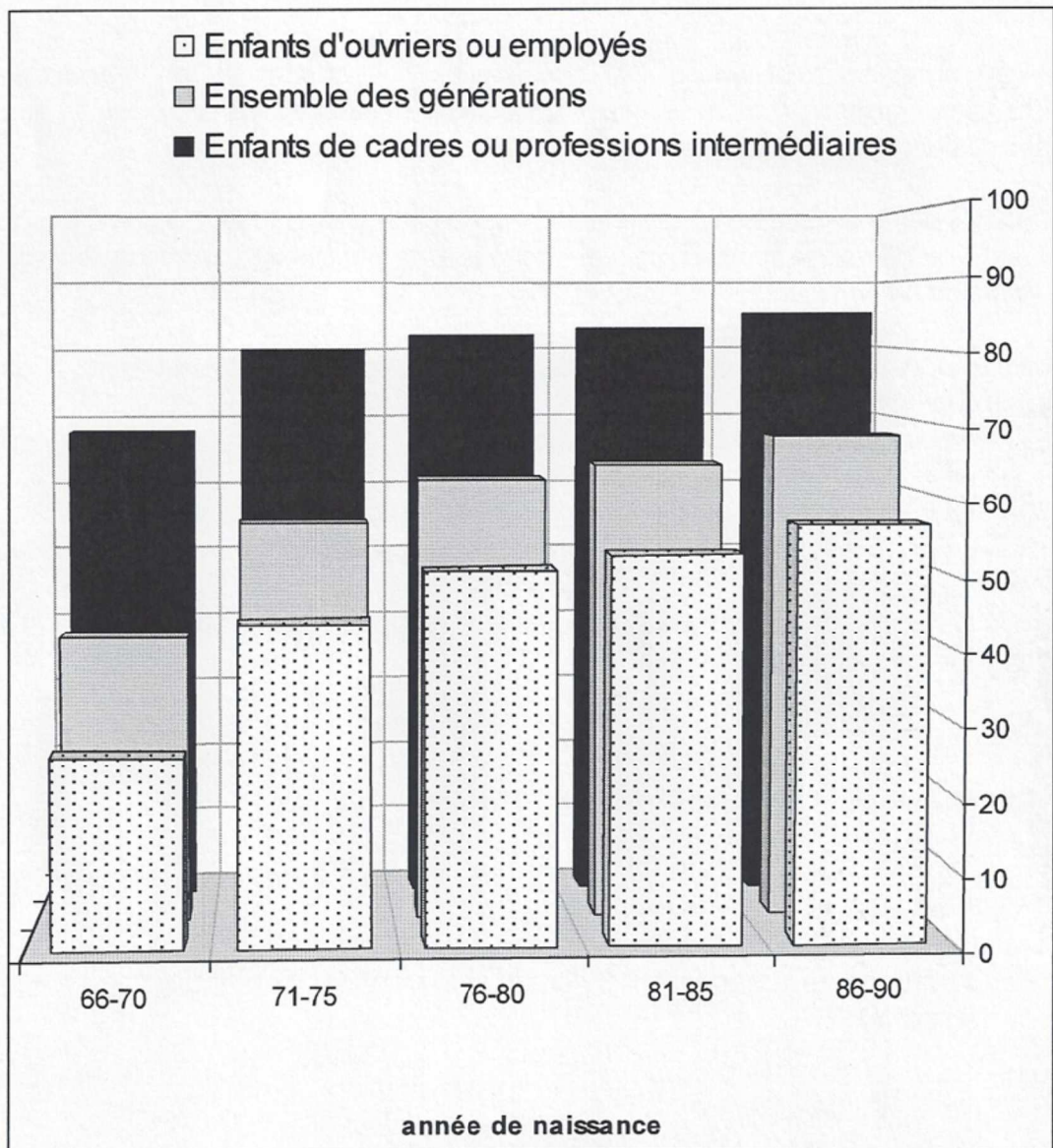
Champ : Diplômés du supérieur en emploi à la date de l'enquête dont la profession du père est connue.

Source : « Quand l'école est finie ... », CEREQ, Enquête 2010.

Lecture : 37 % des jeunes dont le père est cadre achèvent leurs études avec un diplôme de niveau bac +5, parmi eux 73 % sont eux-mêmes cadres trois ans plus tard.

DOCUMENT 4

Obtention du baccalauréat selon la génération et le milieu social en %



Lecture : parmi les jeunes nés de 1986 à 1990, 85 % de ceux dont le père est cadre ou de professions intermédiaires sont bacheliers, contre 57 % des jeunes de père ouvrier ou employé.

Source : *État de l'École*, Ministère de l'Éducation nationale, 2013.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

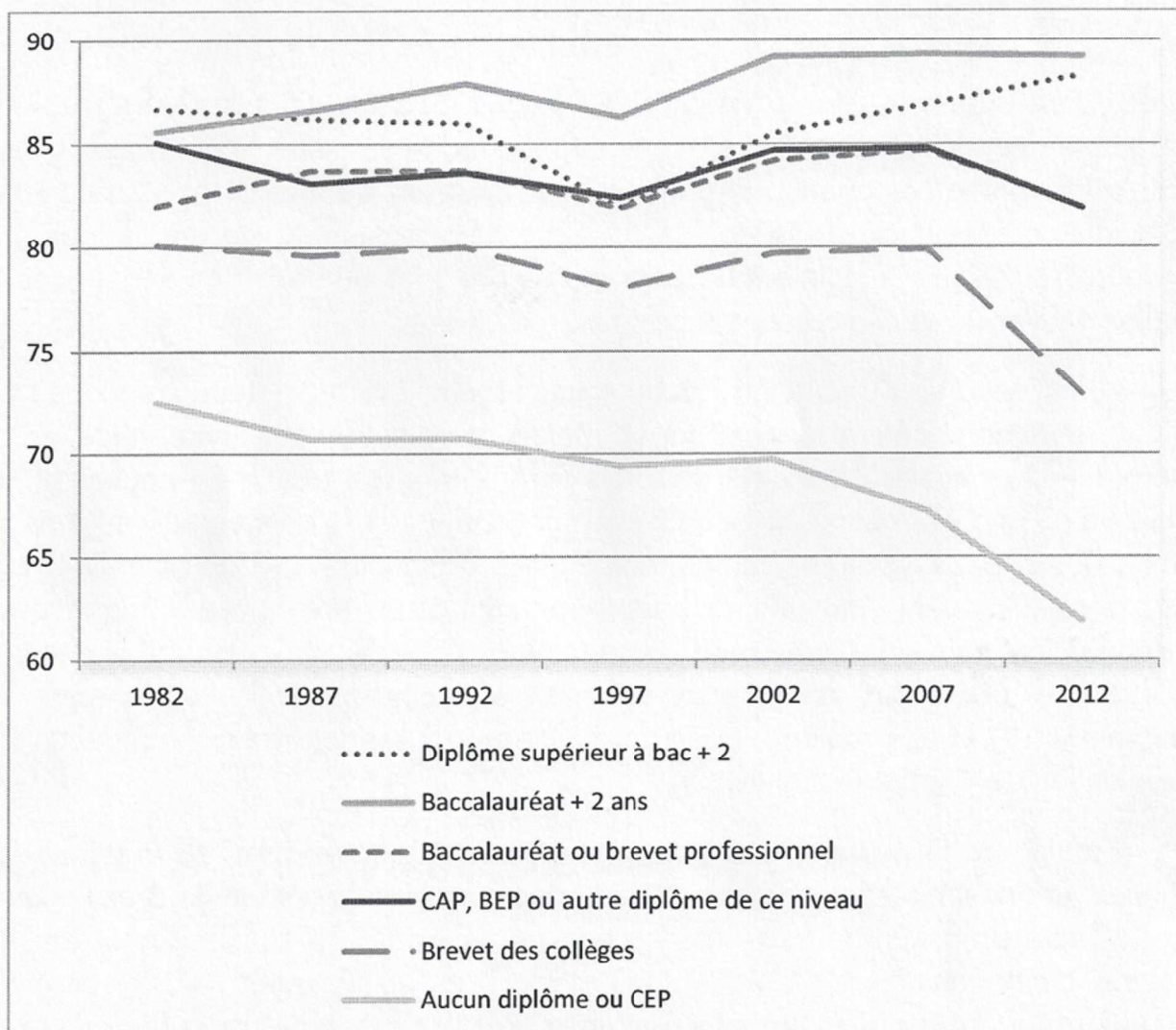
1. Montrez, à l'aide d'un exemple, que les conflits peuvent contribuer au changement social. (3 points)
2. Comment les services collectifs peuvent-ils contribuer à la justice sociale ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous décrirez les évolutions des taux d'emploi qu'il met en évidence entre 1982 et 2012.

DOCUMENT

Évolution des taux d'emploi des 25 à 49 ans selon le diplôme en France (en %)



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 25 à 49 ans.

Source : *Enquêtes emploi*, INSEE, décembre 2013.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : A l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que le protectionnisme peut présenter des risques.

DOCUMENT 1

Le Brésil offre une illustration frappante des pièges du protectionnisme. En 1984, le Brésil a voté une loi interdisant en pratique la plupart des ordinateurs étrangers. L'idée était d'offrir un environnement protégé où pourrait se développer l'industrie informatique brésilienne naissante. La loi était vigoureusement appliquée par une « police informatique » spéciale qui rechercherait dans les bureaux des entreprises et les salles de classe les ordinateurs importés illégalement.

Les résultats ont été stupéfiants. Technologiquement, les ordinateurs fabriqués au Brésil avaient des années de retard sur un marché mondial en évolution rapide, et les consommateurs payaient deux ou trois fois le prix mondial quand ils pouvaient les obtenir. Selon une estimation, la loi coûte aux consommateurs environ 900 millions de dollars par an. Dans le même temps, comme les ordinateurs brésiliens étaient trop chers, ils ne pouvaient lutter sur le marché mondial et les entreprises informatiques brésiliennes ne pouvaient tirer parti d'économies d'échelle pour vendre à d'autres pays. Le prix élevé des ordinateurs entamait aussi la compétitivité du reste de l'économie. [...] Le problème des ordinateurs a effectivement empêché la modernisation de l'industrie brésilienne.

L'effet combiné de la pression des consommateurs, des entreprises du Brésil et des exigences américaines en faveur de la liberté des marchés a contraint le Brésil à lever en 1992 l'interdiction portant sur les ordinateurs importés. En l'espace d'un an, les magasins d'électronique de São Paulo et de Rio de Janeiro se sont remplis d'ordinateurs portables, d'imprimantes laser et de téléphones cellulaires importés, si bien que les entreprises brésiliennes ont pu commencer à exploiter la révolution informatique. Chaque pays et chaque génération réapprennent les leçons de l'avantage comparatif.

Source : *Economie*, Paul A. SAMUELSON, William D. NORDHAUS, 2005.

DOCUMENT 2

La Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont notifié au Secrétariat de l'OMC, le 8 mai 2014, une demande d'ouverture de consultations avec l'Indonésie concernant les mesures imposées par ce pays à l'importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale. D'après les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie impose des prohibitions ou des restrictions à l'importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale ; [...] soumet les produits importés à un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale ; a imposé des prescriptions déraisonnables et discriminatoires en matière d'inspection avant expédition [...].

La demande de consultations constitue le point de départ formel de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Les consultations donnent aux parties l'occasion d'examiner la question et de trouver une solution satisfaisante sans engager une procédure. Au bout de 60 jours, si les consultations n'ont pas permis de résoudre le différend, le plaignant peut demander que la question soit soumise au processus juridictionnel d'un groupe spécial.

Source : OMC, 2014.

DOCUMENT 3

Évolution du taux de dépendance énergétique* dans l'Union Européenne à 27 entre 2000 et 2010 (en %)

	2000	2010
Tous produits	47,8	54,1
Combustibles solides	30,5	39,4
Pétrole brut	75,6	85,2
Gaz naturel	48,9	62,4

Source : Eurostat.

* Le taux de dépendance énergétique indique la part de l'énergie qu'une économie doit importer. Il est obtenu en divisant les importations nettes d'énergie par la consommation intérieure brute d'énergie.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Comment les organisations politiques participent-elles à la mobilisation électorale ?

DOCUMENT 1

Les appels à aller voter se multiplient à l'approche des grands scrutins, jusqu'à des concerts de rock destinés aux jeunes : « le vote reste encore le moyen de se faire entendre ». Encore faut-il être inscrit. La France comptait, début 2011, 43,2 millions d'inscrits. L'INSEE s'attendait à près de 5 millions de nouvelles inscriptions en 2011. Hormis pour les jeunes de 18 ans, inscrits automatiquement à l'issue des journées de défense et de citoyenneté, l'inscription fait l'objet de campagnes de sensibilisation. Le ministère de l'Intérieur en mène, avec un zèle variable, en année préélectorale, de même que plusieurs partis politiques. À leurs côtés, on compte aussi des associations : le Cidem (Civisme et démocratie) en regroupe onze (ATD Quart-Monde, Ligue de l'enseignement, Ligue des droits de l'homme, Scouts et Guides de France...) dans le but de revitaliser le civisme et la démocratie. Né à Clichy-sous-Bois après les émeutes de 2005, le collectif AClefeu cherche à faire remonter la parole et les propositions des habitants des banlieues auprès des élus de la nation. Par un tour de France, il veut notamment les inciter à s'inscrire sur les listes.

Source : « Ceux qui croyaient au vote et ceux qui n'y croyaient pas », Marie-Gabrielle LUCAS, *Revue Projet* n° 327, 2012.

DOCUMENT 2

Dépenses déclarées par les candidats aux deux tours des élections législatives en France en 2012

Nature des dépenses	2012	
	En euros	En %
Propagande imprimée*	39 052 828	48,97
Frais postaux et de distribution	9 042 418	11,34
Déplacements – restauration – réception	8 141 224	10,21
Locaux – téléphone – matériel – marchandises	7 263 891	9,11
Études et communication	4 054 000	5,08
Sites internet	3 172 029	3,98
Frais financiers – frais divers	2 501 236	3,14
Frais de personnel	2 424 823	3,04
Réunions publiques	2 138 211	2,68
Frais d'expert-comptable	1 952 744	2,45
Total	79 743 404	100

Source : Rapport d'activité de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, 2013.

* propagande (ici) : désigne l'ensemble des actions dont le but est de répandre une opinion.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Le vote sur enjeu explique-t-il à lui seul le comportement électoral ?

DOCUMENT 1

Le vote sur enjeu [...] désigne un choix électoral qui ne se fait donc plus en fonction d'appartenances sociales ou partisans, mais en fonction de problèmes ayant une certaine importance dans le débat politique. [...] Parler de vote sur enjeux suppose que plusieurs conditions soient réunies : l'électeur doit avoir une compétence politique suffisante pour identifier les enjeux du moment et les positions des différents partis et candidats sur ces sujets, il doit avoir des préférences personnelles sur les principaux enjeux et être capable de les hiérarchiser. L'électeur devrait voter pour le candidat le plus proche de ses préférences sur l'enjeu prioritaire ou sur les principaux enjeux. [...] Il est de fait souvent difficile de préciser le poids exact du vote sur enjeux dans la décision électorale. En effet, la valorisation d'un enjeu dépend plus ou moins de l'ensemble du système de valeurs des individus, ce n'est donc pas une variable indépendante des autres, mais cependant la montée d'un enjeu dans l'opinion peut avoir un impact électoral et même probablement contribuer à restructurer le système de valeurs et d'attitudes de certains individus.

Source : *Comportements et attitudes politiques*, Pierre BRÉCHON, 2006.

DOCUMENT 2

Appartenance religieuse et vote au premier tour des élections présidentielles de 2002 (en %)

	Gauche*	Droite	Extrême-droite	Ensemble
Catholique pratiquant régulier	21	66	13	100
Catholique pratiquant irrégulier	29	48	23	100
Catholique non pratiquant	42	36	22	100
Autre religion	50	35	15	100
Sans religion	63	20	17	100
Ensemble	43	38	19	100

Source : « Religion et vote : 'Cachez cette variable que je ne saurais voir'... », Claude DARGENT, in *Baromètre politique français*, CEVIPOF, 2007.

*Les résultats des candidats de gauche et d'extrême-gauche ont été additionnés.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Quels sont les principaux facteurs des crises financières ?

DOCUMENT

La crise financière qui s'est déclenchée [...] au cours de l'été 2007 [...] a pris naissance au cœur du système financier américain, présenté jusqu'alors comme le plus solide et le plus efficient, avant de se transformer en crise systémique à l'échelle planétaire. Cette crise a également illustré la complexité et l'étendue des facteurs générateurs d'instabilité financière. La crise de 2007-2009 est pour partie liée à l'approfondissement de la mondialisation qui a conduit à des déséquilibres considérables de balances des paiements¹ entre les pays émergents et l'économie américaine, compensés par des transferts massifs d'épargne sous la forme d'une accumulation sans précédent de réserves en dollars, rendant possible une expansion débridée² de la liquidité mondiale. Aux Etats-Unis, mais également au Royaume-Uni ou en Espagne, les inégalités de revenus et l'appauvrissement relatif des salariés ont été compensés par un accès facilité au crédit. Cet endettement a largement soutenu les investissements immobiliers et la consommation des ménages, ce qui a contrebalancé le ralentissement des gains de productivité qui affaiblissait le potentiel de croissance. Ce régime de croissance fondé sur le surendettement n'était pas soutenable et il s'est interrompu brutalement avec la crise immobilière aux États-Unis, rapidement suivie d'une crise d'illiquidité, puis d'insolvabilité bancaire. [...]

La coexistence durable de taux d'intérêt réels particulièrement bas et d'une expansion extrêmement rapide des crédits [...] a engendré des bulles sur les marchés d'actifs immobiliers ou boursiers. [...] Mais cette crise est avant tout une crise bancaire dont l'ampleur a été considérablement amplifiée par une série d'innovations, au sein même des systèmes financiers. [...] Dans l'ensemble des pays

développés, les banques ont considérablement accru leurs activités sur les marchés d'actifs et un nouveau modèle d'intermédiation bancaire [...] s'est diffusé : les banques ne conservaient plus dans leur bilan toutes les créances issues des crédits qu'elles accordaient mais en redistribuaient une partie, sur les marchés de capitaux.

Source : « Les crises financières », André CARTAPANIS, *Cahiers français*, mars-avril 2011.

1 : La balance des paiements est un état statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

2 : Débridée : effrénée, sans retenue.

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Pourquoi la politique de concurrence est-elle source de débats ?

DOCUMENT

Des études récentes montrent qu'en ciblant des subventions sur des secteurs, et non sur des firmes, on limite le risque de choisir un mauvais « champion ». En outre, si les subventions se concentrent sur des secteurs où opèrent déjà plusieurs firmes concurrentes, alors la concurrence au sein du secteur continue à opérer, favorisant l'innovation et la croissance. Plus précisément, on observe que des aides sectorielles sont d'autant plus favorables à la croissance qu'elles interviennent dans des secteurs fortement compétitifs. [...] En particulier, il en ressort que des subventions sectorielles ont un effet sur la croissance d'autant plus positif qu'elles sont « égalitaires », c'est-à-dire qu'elles ne privilégient pas une firme ou un sous-groupe de firmes au sein d'un secteur. [...] La question n'est pas tant de savoir si les pays développés ont besoin ou non d'une politique industrielle, que de concevoir et gouverner cette politique industrielle de façon à la rendre compatible avec la concurrence, qui elle-même stimule l'innovation. [...]

Outre les professions réglementées dans les services, l'OCDE met en avant trois secteurs particulièrement affectés par une réglementation trop importante et une concurrence insuffisante dans son rapport sur la compétitivité française publié en novembre 2013 : l'énergie, la distribution et les transports. [...] Pour tenter de libéraliser davantage le secteur de l'énergie, la loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'énergie) a été mise en place en 2010. Cette loi oblige EDF à vendre une partie de sa production nucléaire à ses concurrents à un tarif réglementé. [...] Les directives européennes prévoient à présent que l'État doit cesser de fixer les prix réglementés afin que s'instaure une vraie concurrence. Mais le caractère illusoire d'une liberté qui loin de faire baisser les prix ne peut empêcher leur hausse illustre les spécificités d'un secteur où les prix sont durablement orientés à la hausse. [...]

Contrairement à l'approche dominante, qui est également celle de la Commission européenne, nous soutenons ici l'idée que la politique sectorielle peut être réconciliée avec une politique de concurrence. En particulier, on constate [...] que plus la concurrence dans le secteur recevant l'aide de l'État est élevée, plus cette aide est de nature à stimuler l'innovation et la croissance dans ce secteur.

Source : *Changer de modèle*, Philippe AGHION, Gilbert CETTE, Élie COHEN, 2014.